Affaire du blogueur Merzoug Touati

Algérie : Un espion à la solde de Tel Aviv ? Le PST dénonce une « justice à deux vitesses »

Le régime marocain et Israël

samedi 7 juillet 2018, par [AIT OUARABI Mokrane](#), [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 4 juillet 2018).

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) a vivement dénoncé la condamnation à « 7 années de prison » du blogueur Merzoug Touati, qui a déjà passé 16 mois en détention provisoire. Dans une déclaration transmise à notre rédaction, le PST a jugé « infondée » l'accusation d'espionnage.

« « Si le pouvoir l'a présenté sous les traits d'un espion à la solde d'Israël, un mouvement de solidarité exigeant sa libération le présente à l'inverse comme une victime qui n'a fait qu'exercer son droit à la liberté d'expression », a souligné le PST, considérant que « la justice n'a pas apporté de preuve tangible » d'acte d'espionnage : divulgation de renseignements à caractères militaire, économique ou autres, action subversive au profit d'Israël...

« Merzoug Touati a été poursuivi, incarcéré, arrêté et condamné pour être entré en contact sur internet avec un représentant du ministère israélien des Affaires étrangères qu'il a interviewé et à qui il a demandé de l'aide pour se rendre en Israël », a rappelé le PST, qui a dénoncé une « justice à deux vitesses ». « La condamnation de Merzoug Touati pour ces faits qu'il assume confirme le fait que la justice algérienne est une justice à deux vitesses qui applique la politique du “deux poids, deux mesures”.

En effet, ni le président Bouteflika qui a publiquement serré la main du Premier ministre assassin, Ehud Barak, ni Khalida Toumi qui s'est rendue en Israël dans les années 1990 et qui sera nommée ministre de la Culture sous Bouteflika, ni les journalistes et universitaires algériens qui se sont déplacés en Israël suite à une invitation du même ministère israélien des Affaires étrangères en 2000, ni le caricaturiste Ali Dilem qui a été à El Qods en 2008, ni l'écrivain Boualem Sansal qui a fait le voyage de Tel-Aviv et El Qods en 2012 n'ont été inquiétés par la justice », a relevé cette formation politique de gauche, qui se demande ainsi : « Pourquoi Merzoug Touati devrait-il passer sept années de prison, payer une amende et être déchu de ses droits civiques durant cinq ans à compter de la date de sa libération, si d'autres contrevenants qui se sont rendus en Israël ou qui ont serré la main du Premier ministre de cet Etat continuent tranquillement de vaquer à leurs occupations ou d'occuper les plus hautes fonctions de l'Etat. »

« S'il y a une faille dans le dispositif de la justice, il n'y a aucune raison que Merzoug Touati en fasse seul les frais. Ou bien la justice poursuit tous les contrevenants ou bien elle ne doit en poursuivre aucun », a soutenu ce parti, arguant que « Merzoug Touati n'a pas eu droit à un procès équitable, car il aurait dû bénéficier de la jurisprudence qui a curieusement épargné les contrevenants précédents ».

Pour le PST, « c'est le pouvoir de Abdelaziz Bouteflika qui est le principal responsable du

développement, dans notre société, d'une tendance à accepter comme normale et légitime l'existence d'Israël, un Etat colonial, raciste, expansionniste et pilier de la domination impérialiste sur les pays du monde arabe ».

Ce parti a ainsi rappelé que « le président Bouteflika a fait adhérer l'Algérie à l'Union pour la Méditerranée (UPM) aux côtés d'Israël, UPM créée par Sarkozy dans le but de préparer une normalisation politique des pays de la région avec l'Etat sioniste ». Le PST a ainsi appelé à la libération immédiate de Merzoug Touati tout en s'élevant contre « les politiques libérales de soumission à l'ordre impérialiste ».

MOKRANE AIT OUARABI

* El Watan, 04 JUILLET 2018 À 0 H 31 MIN :

<https://elwatan.com/edition/actualite/le-pst-denonce-une-justice-a-deux-vitesses-04-07-2018>

AFFAIRE MERZOUG TOUATI - L'arbre qui cache la forêt

Texte complet de la déclaration du Parti socialiste des Travailleurs.

Condamné à sept années de prison après avoir passé 16 mois sous mandat de dépôt, le blogueur Merzoug Touati est présenté par le pouvoir sous les traits d'un espion à la solde d'Israël. Un mouvement de solidarité exigeant sa libération le présente à l'inverse comme une victime qui n'a fait qu'exercer son droit à la « liberté d'expression ».

L'affaire n'est pas aussi simple. Il apparaît que :

- au vu de ce que le dossier contient, la Justice n'a pas apporté de preuve tangible d'acte d'espionnage (divulgation de renseignements à caractères militaire, économique ou autres, action subversive au profit d'Israël...).
- Merzoug Touati a été poursuivi, incarcéré, arrêté et condamné pour être entré en contact sur internet avec un représentant du ministère israélien des Affaires étrangères qu'il a interviewé et à qui il a demandé de l'aide pour se rendre en Israël.

Une justice à deux vitesses

La condamnation de Merzoug Touati pour ces faits qu'il assume confirme le fait que la Justice algérienne est une Justice à deux vitesses qui applique la politique du « deux poids, deux mesures ». En effet, ni le président Bouteflika qui a publiquement serré la main du Premier ministre assassin Ehud Barak, ni Khalida Toumi qui s'est rendue en Israël dans les années 1990 et qui sera nommée ministre de la Culture sous Bouteflika, ni les journalistes et universitaires algériens qui se sont déplacés en Israël suite à une invitation du même ministère israélien des Affaires étrangères en 2000, ni le caricaturiste Ali Dilem qui a été à El Qods en 2008, ni l'écrivain Boualem Sansal qui a fait le voyage de Tel-Aviv et El Qods en 2012 n'ont été inquiétés par la Justice.

Pourquoi Merzoug Touati devrait-il passer sept années de prison, payer une amende et être déchu de ses droits civiques durant cinq années à compter de la date de sa libération si d'autres

contrevenant qui se sont rendus en Israël ou qui ont serré la main du Premier ministre de cet Etat continuent tranquillement de vaquer à leurs occupations ou d'occuper les plus hautes fonctions de l'Etat ? S'il y a une faille dans le dispositif de la Justice, il n'y a aucune raison que Merzoug Touati en fasse seul les frais. Ou bien la Justice poursuit tous les contrevenants ou bien elle ne doit en poursuivre aucun.

Merzoug Touati n'a pas eu droit à un procès équitable car il aurait dû bénéficier de la jurisprudence qui a curieusement épargné les contrevenants précédents.

L'écrasante responsabilité politique du pouvoir

Merzoug Touati a été lourdement condamné, mais le pouvoir de Abdelaziz Bouteflika est le principal responsable du développement, dans notre société, d'une tendance à accepter comme normale et légitime l'existence d'Israël, un Etat colonial, raciste, expansionniste et pilier de la domination impérialiste sur les pays du monde arabe. Le président Bouteflika a fait adhérer l'Algérie à l'Union pour la Méditerranée (UPM) aux côtés d'Israël, UPM créée par Sarkozy dans le but de préparer une normalisation politique des pays de la région avec l'Etat sioniste.

Le pouvoir a instauré un partenariat d'exception avec l'impérialisme français qui a détruit l'Etat libyen, complote pour faire éclater la Syrie et l'Irak et soutient militairement l'agression saoudienne contre le peuple yéménite. En Libye et au Sahel, il coopère avec les impérialistes français et américains qui cherchent à renforcer leur emprise sur la région.

Ce même pouvoir, qui a failli brader les hydrocarbures du pays (loi Khelil), est le principal responsable du recul de la conscience anti-impérialiste dans notre pays. Il présente nos ennemis (gouvernements impérialistes occidentaux, Arabie Saoudite, EAU, Qatar, monarchie marocaine...) qui exercent des pressions de plus en plus fortes sur notre peuple et son Etat et qui travaillent à le déstabiliser, sous les traits « d'amis et de frères ».

Il entrave l'action des forces anti-impérialistes en interdisant marches et rassemblements de solidarité ou de protestation. Cela a entraîné une régression de la conscience anti-impérialiste au sein des masses en général et de la jeunesse en particulier. Voilà pourquoi un jeune aide-maçon comme Merzoug Touati, qui est du côté des victimes de la loi de Finances, a pris contact avec un responsable de l'Etat sioniste au lieu de prendre attache avec les Palestiniens. Et lorsque notre jeunesse parvient malgré tout à exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien, comme il y a quelques mois au stade de Aïn Mlila, en dénonçant la collusion entre les Etats-Unis, Israël et l'Arabie Saoudite, le pouvoir réprime ces jeunes et s'excuse patement devant le régime wahhabite. Il trahit ainsi la glorieuse révolution nationale algérienne qui lui sert de simple fonds de commerce pour masquer son abdication et réprimer le courant anti-impérialiste au premier rang duquel se tient la gauche.

Ce pouvoir s'avère particulièrement mal placé pour donner des leçons de patriotisme, de défense de la souveraineté nationale et de la sécurité de l'Etat, de solidarité inconditionnelle avec la Palestine et le Sahara Occidental alors même que le jeune blogueur qu'il accable est victime de sa politique d'import import qui détruit toute économie productive et tout projet de développement industriel du pays, au profit des multinationales. Ce pouvoir a refusé d'écouter les forces qui demandaient de ne pas signer l'accord d'Association avec l'UE et celui de la Zone arabe de libre-échange (ZALE) qui sont de véritables traités inégaux. Il poursuit les négociations d'adhésion à l'OMC qui ne peuvent rien apporter de positif à l'Algérie. Il a bradé des fleurons de l'industrie algérienne tels que le complexe sidérurgique d'El Hadjar et ses mines, les entreprises Simas, Asmidal, Alver, Sidal... et ouvert largement le marché algérien aux constructeurs automobiles étrangers... Tout cela désarme politiquement et idéologiquement le peuple algérien au moment où il convient de faire face aux

visées impérialistes sur nos richesses et sur notre territoire.

La condamnation de Merzoug Touati vise à masquer la politique d'abdication face à l'impérialisme menée de façon de plus en plus approfondie depuis 1980 et à laquelle les travailleurs, la jeunesse et les masses populaires ont résisté et continuent de résister.

La confusion pousse une partie de la jeunesse dans les bras de l'impérialisme

L'affaire de Merzoug Touati s'avère en même temps révélatrice de la confusion et de la régression consécutives à la victoire des partisans bourgeois du néolibéralisme et au renforcement de la bourgeoisie compradore qui sert de relais à l'impérialisme. Ce jeune diplômé chômeur reconverti en aide-maçon et victime de la politique néolibérale de désindustrialisation et de non-développement dénonce à juste titre et avec courage la loi de Finances (LF) 2017 et appelle à la combattre par la mobilisation des masses populaires.

Mais Touati banalise en même temps les relations avec l'Etat d'Israël qui martyrise le peuple palestinien depuis 70 ans après avoir spolié sa terre et expulsé une partie de son peuple vers les Etats voisins. Au lieu de prendre contact avec la résistance palestinienne afin d'examiner comment il est possible de se solidariser concrètement avec elle, de voir comment combattre le Vent d'Ouest défaitiste et pro-impérialiste qui souffle sur notre pays à travers des forces qui travaillent consciemment et ouvertement à amener l'Etat algérien à une normalisation avec cette entité criminelle et réactionnaire, Merzoug Touati a choisi d'aller interviewer un responsable officiel israélien.

Une telle position doit être politiquement combattue afin que Merzoug Touati, et au-delà toute une partie de la jeunesse privée de repère, comprenne que l'intérêt des « plus pauvres » dont il se réclame à travers sa dénonciation de la LF 2017 consiste à combattre Israël et non à dialoguer avec ses représentants officiels. Si des jeunes prolétaires cherchent à entrer en contact avec des Israéliens, qu'ils le fassent avec des Israéliens antisionistes.

La « liberté d'expression » brandie pour justifier l'injustifiable

Si la situation de détresse de Merzoug Touati peut amener à comprendre, mais pas à excuser et encore moins à cautionner politiquement son acte qui doit être clairement dénoncé, il n'en va pas de même de certains courants politiques bourgeois et petits-bourgeois se réclamant de la démocratie qui sont loin d'être, eux, innocents. Ces partisans de la démocratie entendent justifier l'inacceptable contact de Merzoug Touati avec des dirigeants sionistes au nom de la « liberté d'expression ».

Prendre langue avec les dirigeants sionistes n'est pas une opinion, une liberté. C'est une faute politique et c'est un choix que la démocratie conséquente, celle des travailleurs en particulier, doit combattre sans merci. Nous ne reconnaissons pas la « liberté d'expression » des idées fascistes, nazies, racistes, ethnicistes, misogynes et réactionnaires. Affirmer son droit à tuer des non-musulmans, des musulmans non-pratiquants, des chiites ou des Ibadites ne relève pas de la « liberté d'expression ». Affirmer son droit inaliénable de battre sa femme, de l'enfermer à la maison voire de la tuer pour « laver son honneur bafoué » ne relève pas de la « liberté d'expression ». Proclamer son droit de marier sa fille dès l'âge de 9 ans, alors qu'elle n'est pas en situation de décider par elle-même, ne relève pas de la « liberté d'expression ». Reconnaître le droit des Israéliens à déposséder le peuple palestinien de sa terre et de l'en chasser, de le massacrer à intervalles réguliers, d'emprisonner celles et ceux qui résistent et de les liquider physiquement ne relève pas de la « liberté d'expression ».

Une partie des démocrates au service de l'impérialisme

Certains politiciens libéraux et ultralibéraux qui prétendent défendre la démocratie, la liberté de

conscience et d'expression font le jeu de l'impérialisme et du sionisme qui utilisent cette valeur pour coloniser, agresser, faire éclater des Etats et piller leurs ressources. Le démocratism, c'est-à-dire la tendance à placer exclusivement au premier rang la question démocratique, mène souvent à la soumission à l'impérialisme, comme on a pu le voir en Libye.

Il ne s'agit pas de dénoncer la démocratie, comme le font les islamistes et les nationalistes autoritaires, mais de contester sa prise en otage par l'impérialisme et certaines forces politiques bourgeoises et petites-bourgeoises qui leur servent consciemment ou inconsciemment de relais. Notre démocratie n'est pas la leur. Elle ne tolère pas tout au nom d'une « liberté d'expression » qui serait absolue. Notre démocratie se défend contre les ennemis de la démocratie. Elle ne considère pas que propager des idées racistes, fascistes, misogynes, liberticides, sionistes, islamistes... relève de la « liberté d'expression ». Elle ne reconnaît pas le droit des sionistes à coloniser la Palestine ni le droit de leurs relais à nous imposer l'idée que légitimer la dépossession du peuple palestinien relèverait de la « liberté d'expression ».

Il convient aujourd'hui de combattre résolument ces courants qui existent au sein du régime et de l'opposition démocratique bourgeoise et petite-bourgeoise. Des courants qui sont prêts à brader la cause palestinienne, ainsi que la cause sahraouie, afin de tisser des « relations normales et mutuellement avantageuses » avec les régimes sionistes et alaouites.

La démocratie dont nous nous réclamons, celle des travailleurs et des opprimés, ne respecte pas n'importe quelle « opinion » et réfute ouvertement le droit à la « liberté d'expression » des idées racistes, fascistes, colonialistes... des dominants et de ceux qui les tolèrent.

- NON A UNE JUSTICE A DEUX VITESSES
- LIBERTE POUR MERZOUG TOUATI
- NON AUX POLITIQUES LIBERALES DE SOUMISSION A L'ORDRE IMPERIALISTE
- NON A TOUTE TENTATIVE DE NORMALISATION AVEC L'ETAT D'ISRAËL
- SOUTIEN AUX LUTTES DE LIBERATION NATIONALE DES PEUPLES PALESTINIEN ET SAHRAOUI
- NON A LA MANIPULATION DE LA « LIBERTE D'EXPRESSION »

PST

Le Secrétariat National

Le 2 juillet 2018